



TABLEAUX RECAPITULATIFS DES GRADES ET EMPLOIS ATTRIBUTAIRES DE LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI)

⇒ Le tableau n°3 en page 3 est le plus utile aux collectivités et établissements publics de notre département du Territoire de Belfort.

Tableau n°1 : Fonctionnaires des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels exerçant les fonctions de directeurs départementaux et directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours.

Décret n°2001-685 du 30 juillet 2001 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale (date d'effet : 1^{er} janvier 2002)

a) Directeurs départementaux des services d'incendie et de secours

Fonctions de directeurs départementaux	Nombre de points
Dans un département classé en 1 ^{ère} catégorie	50
Dans un département classé en 2 ^{ème} catégorie	45
Dans un département classé en 3 ^{ème} catégorie	40
Dans un département classé en 4 ^{ème} catégorie	35
Dans un département classé en 5 ^{ème} catégorie	30

b) Directeurs départementaux adjoints des services d'incendie et de secours

Fonctions de directeurs départementaux adjoints	Nombre de points
Dans un département classé en 1 ^{ère} catégorie	30
Dans un département classé en 2 ^{ème} catégorie	30
Dans un département classé en 3 ^{ème} catégorie	30
Dans un département classé en 4 ^{ème} catégorie	30
Dans un département classé en 5 ^{ème} catégorie	30

Tableau n°2 : Les emplois fonctionnels

a) Décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés, régis par l'article 6 du décret no 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés (date d'effet : 1^{er} janvier 2002)

Fonctions exercées	Nombre de points
1° Directeur général des services de la région Ile-de France	120
2° Directeur général des services des communes de Lyon et de Marseille	120
3° Directeur général des communautés urbaines de plus de 1 000 000 d'habitants	120
4° Directeur général des services des régions de plus de 2 000 000 d'habitants	100
5° Directeur général des services des départements de plus de 900 000 habitants	100
6° Directeur général des services des communes de plus de 400 000 habitants	100
7° Directeur général des communautés urbaines de 400 000 à 1 000 000 d'habitants	100
8° Directeur général des communautés d'agglomération de plus de 400 000 habitants	100
9° Directeur général des communautés de communes de plus de 400 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	100
10° Directeur général des services de régions d'au plus 2 000 000 d'habitants	80
11° Directeur général des services des départements de 500 000 à 900 000 habitants	80
12° Directeur général des services des communes de 150 000 à 400 000 habitants	80
13° Directeur général des communautés urbaines et communautés d'agglomération de 150 000 à 400 000 habitants	80
14° Directeur général des communautés de communes de 150 000 à 400 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	80
15° Directeur général adjoint des services de la région Ile-de-France	80
16° Directeur général adjoint des services des communes de 40 000 à 150 000 habitants	60
17° Directeur général adjoint des communautés urbaines et communautés	60
18° Directeur général des communautés de communes de 40 000 à 150 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	60
19° Directeur général adjoint des services des régions de plus de 2 000 000 d'habitants	60
20° Directeur général adjoint des services des départements de plus de 900 000 habitants	60
21° Directeur général adjoint des services des communes de plus de 400 000 habitants	60
22° Directeur général adjoint des communautés urbaines et communautés d'agglomération de plus de 400 000 habitants	60
23° Directeur général adjoint des communautés de communes de plus de 400 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	60
24° Directeur général adjoint des services des régions d'au plus 2 000 000 d'habitants	50
25° Directeur général adjoint des services des départements de 500 000 à 900 000 habitants	50
26° Directeur général des services des communes de 150 000 à 400 000 habitants	50
27° Directeur général adjoint des services des communautés urbaines et communautés d'agglomération de 150 000 à 400 000 habitants	50
28° Directeur général adjoint des communautés de communes de 150 000 à 400 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	50

b) Décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés, régis par l'article 7 du décret no 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés (date d'effet : 1^{er} janvier 2002)

Fonctions exercées	Nombre de points
1° Directeur général des services des communes de 10 000 à 40 000 habitants	35
2° Directeur général des communautés d'agglomération de 20 000 à 40 000 habitants	35
3° Directeur général des communautés de communes de 20 000 à 40 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	35
4° Directeur général adjoint des services des communes de 40 000 à 150 000 habitants	35
5° Directeur général adjoint des communautés urbaines et communautés d'agglomération de 40 000 à 150 000 habitants	35
6° Directeur général adjoint des communautés de communes de 40 000 à 150 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	35
7° Directeur général des services des communes de 3 500 à 10 000 habitants	30
8° Directeur général adjoint des services des communes de 20 000 à 40 000 habitants	25
9° Directeur général adjoint des communautés d'agglomération de 20 000 à 40 000 habitants	25
10° Directeur général adjoint des communautés de communes de 20 000 à 40 000 habitants et qui ont adopté la taxe professionnelle unique dans les conditions définies par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts	25

Tableau n°3 : Nouvelle bonification indiciaire issue du décret n°[2006-779 du 3 juillet 2006](#) modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale (date d'effet : 1^{er} août 2006)

1) Fonctions de direction, d'encadrement, assorties de responsabilités particulières

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
1° Conseiller technique en matière de politique sociale ou médico-sociale (1)	50
2° Responsable de circonscription ou d'unité territoriale d'action sanitaire et sociale des départements	35
3° Adjoint à un conseiller technique en matière de politique sociale ou médico-sociale	25
4° Coordination de l'activité des sages-femmes	35
5° Puéricultrice exerçant au moins l'une des fonctions suivantes : encadrement (ou fonctions comportant des responsabilités particulières correspondant à leur qualification) ; animation et coordination des activités des établissements et services d'accueil ; encadrement des personnels de ces établissements et services d'accueil ; définition des orientations relatives aux relations avec les institutions et avec les familles	19
6° Infirmier assurant la direction de services de soins à domicile	20
7° Puéricultrice assurant la direction d'école départementale de puériculture	20
8° Direction d'établissements et de services d'accueil de la petite enfance	15
9° Direction à titre exclusif d'un établissement d'accueil et d'hébergement de personnes âgées : • EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) • Autres structures	30 20

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
10° Encadrement d'un service administratif comportant au moins 20 agents, à l'exception des fonctions exercées au titre de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée (2)	25
11° Encadrement d'un service administratif requérant une technicité en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des achats et des marchés publics, de gestion financière, de gestion immobilière et foncière, de contentieux ou d'actions liées au développement et à l'aménagement de la collectivité, à l'exception des fonctions exercées au titre de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée (2)	25
12° Fonctionnaire détaché sur un emploi fonctionnel de directeur général adjoint mentionné à l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 et ne relevant pas des dispositions du décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001	25
13° Secrétariat à titre exclusif et avec des obligations spéciales, notamment en matière d'horaires (3)	10
14° Direction pédagogique et administrative des écoles de musique agréées par l'Etat, des écoles de musique non agréées et des écoles d'arts plastiques qui ne sont pas habilitées à dispenser tout ou partie de l'enseignement conduisant à un diplôme d'Etat ou à un diplôme agréé par l'Etat	30
15° Chef d'établissement d'un musée ayant reçu l'appellation « musée de France »	30
16° Accueil et visite d'un monument historique sans conservateur à demeure	20
17° Chef de bassin (domaine sportif)	15
18° Direction des services techniques dans les collectivités ou établissements publics locaux en relevant dont l'importance ne justifie pas la présence d'un ingénieur, ou dans un établissement public local d'enseignement	15
19° Encadrement de proximité d'une équipe à vocation technique d'au moins 5 agents	15
20° Responsable d'un service municipal de police, dans la limite d'un agent responsable par commune	
• Agent ayant sous ses ordres moins de 5 agents	10
• Agent ayant sous ses ordres entre 5 et 25 agents	15
• Agent ayant sous ses ordres plus de 25 agents	18

- (1) La circulaire ministérielle du 14 octobre 1992 (NOR : INT B 92 00287C) précise que seuls les départements peuvent verser la nouvelle bonification indiciaire pour ces fonctions.
- (2) L'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée concerne les fonctionnaires détachés sur un emploi fonctionnel.
- (3) Les agents bénéficiaires de cette nouvelle bonification indiciaire sont ceux qui exercent à titre exclusif leurs fonctions dans des secrétariats les conduisant à effectuer des horaires dépassant, de façon permanente, ceux pratiqués par la collectivité et ne donnant pas lieu à récupération. Ce sont notamment les emplois dans des cabinets ou des directions où le service des agents est lié à l'activité des élus ou à celle des fonctionnaires placés à la tête de directions relativement importantes (CGCL *Lettres de la FPT* n°4 de juin 1995).

2) Fonctions impliquant une technicité particulière

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
21° Régisseur d'avances, de dépenses ou de recettes (1)	
• Régie de 3 000 à 18 000 euros	15
• Régie supérieure à 18 000 euros	20
22° Maître d'apprentissage au sens de la loi du 17 juillet 1992	20
23° Technicien qualifié de laboratoire, manipulateur d'électroradiologie, psychorééducateur	13
24° Chef d'agrès, chef d'équipe ou chef de groupe de sapeurs-pompiers	16

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
25° Gardien d'HLM (2)	10
26° Thanatopracteur	15
27° Dessinateur	10
28° Responsable ouvrier dans les établissements publics locaux d'enseignement	15
29° Ouvrier d'équipe mobile en fonction dans au moins un établissement public local d'enseignement	10
30° Responsable d'équipe mobile en fonction dans au moins un établissement public local d'enseignement	25
31° Distribution itinérante d'ouvrages culturels	10
32° Accueil et visite d'un monument historique avec utilisation d'une langue étrangère	15

- (1) Dans le cas où le bénéficiaire éventuel à la charge de plusieurs régies, il faut prendre en compte la somme de ces régies. Dans l'hypothèse où la régie est saisonnière, la NBI n'est octroyée que pour la période où la fonction de régisseur a été assurée par l'agent (DGCL-FTP3-1997/n°304/DEP-lettre non publiée et rép. QE n°9926 du 9 février 1998, JOAN du 6 avril 1998).
- (2) Le décret n°2006-951 du 31 juillet 2006 a abrogé le 24° de l'annexe du présent décret, soit la fonction « chef d'agrès, chef d'équipe ou chef de groupe de sapeurs-pompier ».

3) Fonctions d'accueil exercées à titre principal (1)

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
33° Dans les conseils régionaux, les conseils généraux, les communes de plus de 5 000 habitants ou les établissements publics communaux et intercommunaux en relevant, les établissements publics locaux d'enseignement, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale et ses délégations régionales et interdépartementales, les Centres De Gestion, les OPHLM départementaux ou interdépartementaux	10
34° Dans les OPHLM transformés en OPAC de plus de 3 000 logements pour les agents dont la qualité de fonctionnaire a été maintenue	10

- (1) Par « fonction d'accueil », il convient d'entendre les fonctions qui conduisent les agents qui les exercent à avoir des contacts directs et permanents avec le public et qui constituent l'essentiel de leurs activités telles que notamment les emplois de guichet, et non pas une activité de bureau donnant lieu épisodiquement à l'accueil des usagers. L'accueil du public peut être un élément indispensable au traitement d'un dossier (ex. : état civil...) ou bien représenter une aide aux usagers destinée à faciliter leurs démarches administrative (DGCL *Lettre de la FPT* n°4 de juin 1995).
- La juridiction administrative a confirmé cette interprétation en indiquant que la fonction d'accueil à titre principal ne peut être reconnue que si l'agent est de façon directe et permanente en contact avec le public (CAA Nantes 12 juin 1998).
- En outre, l'exercice des fonctions « à titre principal » signifie que les agents y consacrent la majeure partie de leur temps d'activité : un service de 80% du temps normal peut être considéré comme satisfaisant à cette obligation (rép.min.-JO n°17-AN (Q) du 24 avril 1995-p.2178).

4) Fonctions impliquant une technicité et une polyvalence particulières liées à l'exercice dans certaines collectivités ou dans leurs établissements publics assimilés (1)

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
35° Secrétariat général dans les communes de 2 000 à 3 500 habitants	30
36° Secrétariat de mairie de communes de moins de 2 000 habitants	30

Désignation des fonctions éligibles	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
37° Direction des établissements publics locaux ne figurant pas sur la liste prévue au deuxième alinéa de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée et assimilables à une commune de plus de 2 000 habitants (selon les critères prévus par le décret n°88-546 du 6 mai 1988 relatif aux emplois fonctionnels dans les établissements)	30
38° Direction à titre exclusif d'un établissement public local ne figurant pas sur la liste prévue au deuxième alinéa de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée susvisée et assimilable à une commune de moins de 2 000 habitants selon les critères du décret n°88-546 du 6 mai 1988 relatif aux emplois fonctionnels dans les établissements publics	15
39° Direction d'OPHLM (Office Public des Habitations à Loyer Modéré) • jusqu'à 3 000 logements • de 3 001 à 5 000 logements	30 35
40° Chef d'établissement d'une bibliothèque contrôlée dans les communes de plus de 20 000 habitants ou dans les établissements publics locaux assimilables à une commune de plus de 20 000 habitants, selon les critères prévus par le décret n°88-546 du 6 mai 1988 relatif aux emplois fonctionnels dans les établissements publics locaux, et disposant de plus de 30 000 ouvrages ou assurant plus de 40 000 prêts par an	30
41° Fonctions polyvalentes liées à l'entretien, à la salubrité, à la conduite de véhicules et à des tâches techniques dans les communes de moins de 2 000 habitants et dans des établissements publics locaux assimilables à une commune de moins de 2 000 habitants (selon les critères prévus par le décret n°2000-954 du 22 septembre 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux emplois fonctionnels dans les établissements publics) ou à des tâches techniques au sein d'un monument historique	10
42° Fossoyeur à titre exclusif dans les communes de plus de 2 000 habitants et dans les établissements publics locaux assimilables à une commune de plus de 2 000 habitants (selon les critères prévus par le décret n°2000-954 du 22 septembre 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux emplois fonctionnels dans les établissements publics)	10

- (1) Les agents bénéficiant de la Nouvelle Bonification Indiciaire au titre de l'exercice de fonctions « à caractère polyvalent » sont ceux qui, spécialisés ou non, sont amenés à assumer des tâches très variées, non complémentaires du métier de base pour ceux des agents qui ont une spécialisation et relevant des divers domaines d'intervention prévus par le cadre d'emplois auquel ils appartiennent (Question écrite JO n°00977-Sénat (Q) du 9 octobre 1997 p2725).

Tableau n°4 : Nouvelle bonification indiciaire issue du décret n°2006-780 du 3 juillet 2006 à l'attention de certains personnels de la fonction publique territoriale exerçant dans des zones à caractère sensible (date d'effet : 1^{er} août 2006)

1) Fonctions de conception, de coordination, d'animation et de mise en œuvre des politiques publiques en matière sociale, médico-sociale, sportive et culturelle

Désignation des fonctions éligibles en zone urbaine sensible (1)	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
1° Encadrement, élaboration de projets et mise en œuvre des politiques socio-éducatives	20
2° Sage-femme	20
3° Moniteur éducateur	15
4° Assistant socio-éducatif	20
5° Educateur de jeunes enfants	15
6° Activités de réception, d'animation et d'hygiène des très jeunes enfants, préparation et mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement à ces enfants en école maternelle	10

Désignation des fonctions éligibles en zone urbaine sensible (1)	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
7° Aide-ménagère, auxiliaire de vie ou travailleur familial	10
8° Psychologue	30
9° Puéricultrice	20
10° Direction d'établissements et de services d'accueil de la petite enfance ou de centres de protection maternelle	20
11° Infirmier	20
12° Auxiliaire de puériculture	10
13° Auxiliaire de soins	10
14° Organisation des activités physiques et sportives dans un but éducatif	15
15° Assistance dans le cadre de l'organisation des activités physiques et sportives exercées en zone urbaine sensible	10
16° Animation	15
17° Conception et coordination dans le domaine administratif	20
18° Assistance ou encadrement intermédiaire dans le secteur sanitaire et social et en matière d'administration générale	15
19° Tâches d'exécution en matière d'administration générale	10
20° Assistance au développement d'actions culturelles et éducatives dans le domaine de la conservation du patrimoine et des bibliothèques	20
21° Magasinage, surveillance ou mise en œuvre du développement de l'action culturelle et éducative dans le domaine de la conservation du patrimoine et des bibliothèques	10

Désignation des fonctions éligibles dans au moins un établissement figurant sur la liste prévue à l'article 3 du décret du 15 janvier 1993	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
22° Infirmier	20
23° Assistant socio-éducatif	20

Désignation des fonctions éligibles dans au moins un établissement figurant sur la liste prévue à l'article 2 du décret du 11 septembre 1990	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
24° Infirmier	15
25° Assistant socio-éducatif	15

(1) Le décret n°93-203 du 5 février 1993 a été abrogé par le décret n°96-1156 du 26 décembre 1996 fixant la liste des zones urbaines sensibles et donnant la nouvelle liste des grands ensembles et quartiers d'habitat dégradé.

2) Fonctions d'accueil, de sécurité, d'entretien, de gardiennage, de conduite des travaux

Désignation des fonctions éligibles en zone urbaine sensible	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
26° Gardien d'HLM	15
27° Conduite technique de chantier et participation aux dossiers administratifs connexes	15
28° Fonctions polyvalentes liées à l'entretien, à la salubrité, à la conduite de véhicule et tâches techniques	10
29° Contrôle de la bonne exécution des travaux techniques	10
30° Police municipale	15

Désignation des fonctions éligibles dans au moins un établissement figurant sur la liste prévue à l'article 3 du décret du 15 janvier 1993	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
32° Ouvrier ou responsable d'équipe mobile	20
33° Restauration, hébergement, maintenance, entretien des locaux et installation, accueil des personnels et usagers	20

Désignation des fonctions éligibles dans au moins un établissement figurant sur la liste prévue à l'article 2 du décret du 11 septembre 1990	BONIFICATION (en points d'indice majoré) Nombre de points attribués
34° Ouvrier ou responsable d'équipe mobile	15
35° Restauration, hébergement, maintenance, entretien des locaux et installation, accueil des personnels et usagers	15

Voir modèle d'arrêté d'attribution de la NBI ci-après

**ARRETE PORTANT ATTRIBUTION
DE LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE
DE M./Mme
GRADE**

Le Maire / le Président de,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la Fonction Publique Territoriale, et notamment le point de l'annexe du décret n°2006-779 du 3 juillet 2006,

Vu l'arrêté en date du .../.../... nommant M./Mme (*nom, prénom, grade*) en qualité de,

Considérant que M./Mme exerce les fonctions de,

ARRETE

Article 1^{er} : M./Mme (*nom, prénom, grade*), exerçant les fonctions de, percevra une nouvelle bonification indiciaire de points, à compter du .../.../...

Article 2 : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

_notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

_Président du Centre de Gestion,

_Comptable de la Collectivité.

Fait à le .../.../...,
Le Maire / Le Président
(*nom, prénom, qualité et signature*)

Le Maire / Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Il informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la présence notification.

Notifié le .../.../...

Signature de l'agent